

Jean-Marie Brom ■ Floriane Dupré ■ André Hatz ■  
Jean-Paul Klée ■ Olivier Larizza (dir.)

# Fessenheim et le dogme nucléaire français

*Andersen*  
Paris

## Liste des sigles spécialisés récurrents

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ANDRA : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

CEA : Commissariat à l'énergie atomique

CSFR : Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin

EDF : Électricité de France

ENR : Énergies renouvelables

EPR : Evolutionary Power Reactor (réacteur pressurisé européen)

GES : Gaz à effet de serre

GSIN : Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire

IRENA : International Renewable Energy Agency

IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

MWh : Mégawatt-heure

RSN : Réseau Sortir du nucléaire

LTECV : Loi de Transition énergétique pour la croissance verte

OLIVIER LARIZZA

*Que la lumière soit!*

## Introduction générale

*Olivier Larizza est professeur à l'Université de Toulon et chercheur au laboratoire Babel. Également écrivain et essayiste, il dirige plusieurs collections aux éditions Andersen (Paris & Strasbourg).*

Vous avez bien fait de vous tenir au courant de ce livre : *il est électrique.*

Voici un manifeste sur un spectre qui hante la France : la fin du nucléaire civil. C'est aussi le seul ouvrage de fond jamais publié sur le cas si emblématique de la centrale de Fessenheim.

Chose étonnante à première vue quand on sait le serpent de mer médiatique que le site haut-rhinois est au fil des années devenu : fermera, fermera pas?... À côté de Fessenheim *Les Feux de l'amour* feraient presque pâle figure<sup>1</sup> ! Mais la surprise se dissipe rapidement – bien plus rapidement qu'un nuage radioactif – quand on se rend compte de l'omerta qui pèse sur cette filière industrielle ayant depuis De Gaulle infiltré tout l'appareil d'État. Voilà qui explique donc le peu de littérature sur le sujet.

Cela explique aussi le gigantisme superflu de notre parc atomique dès sa conception : *grosso modo* un réacteur par

million d'habitants, notre pays demeurant à ce jour le plus nucléarisé de la planète<sup>2</sup>. Cette folie des grandeurs traduisait en effet la quête de prestige des pouvoirs en place. Pour la justifier, pour la rentabiliser, il fallut créer un besoin : ce fut, sur fond de crise pétrolière des années 1970, l'installation massive du chauffage électrique dans les foyers. Il fallut également mettre en place une rhétorique de persuasion (pour ne pas dire une propagande) qui serait dûment médiatisée par les politiciens : le nucléaire est une énergie sûre, propre, bon marché. *Dont acte.*

Ainsi cette prouesse technologique s'épanouit-elle au fil des décennies dans un certain consensus – à l'exception de quelques irréductibles Gaulois. Elle le fit sous la tutelle d'un service public monopolistique et adoubé par ses usagers : EDF. Aucun d'entre eux ne suspectait alors les dizaines de milliards d'impôts que cela mobilisait en coulisse ni l'ombre funeste qui planait invisiblement dans leur ciel : le nucléaire illustrait, incarnait l'excellence française.

Puis il y eut la catastrophe de Tchernobyl en avril 1986 : sur le moment on la minimisa, et on la perçut comme l'inconséquence d'une civilisation lointaine et rustique. En mars 2011 la cata de Fukushima réactualisa la donne : elle fit entrer la menace dans l'ère hypermoderne, dans le monde *high-tech* et connecté du XXI<sup>e</sup> siècle. *Via* les écrans qui ont envahi le moindre espace de nos vies, l'impensable faisait tout à coup effraction dans notre réel le plus immédiat, le plus proche, le plus intime. *Hic et nunc.*

Certains pays, et non des moindres comme l'Allemagne, réagirent aussitôt en décrétant leur sortie du nucléaire. En France, le mythe à trois têtes (sécurité, propreté, modicité) sur lequel cette industrie prospérait depuis près de quarante

ans ne se fissura pas comme l'atome d'uranium. Si des langues se délièrent, la vérité – peut-être parce qu'elle blesse – n'explosa à la figure que d'une minorité clairvoyante seulement : Oui hélas, cette énergie est affreusement dangereuse, affreusement polluante, affreusement chère (et ce livre-ci le démontre). Mais nous nous y sommes collectivement enchaînés par nos radiateurs/convecteurs électriques et par une étrange culture d'État. Deux phénomènes uniques sur cette planète.

Ce sont eux qui maintiennent notre nucléaire toujours debout. Aujourd'hui pourtant, il chancelle méchamment. D'abord, ses deux entreprises phares (EDF, Areva) accusent un déficit irrémédiable et ne subsistent qu'artificiellement grâce à l'aumône publique (c'est-à-dire l'argent des contribuables). Ensuite, ses failles techniques sont si criantes qu'elles nous ridiculisent aux yeux du monde entier (*cf.* les malfaçons de l'EPR de Flamanville sans cesse retardé). Elles amplifient surtout ses dangers et les risques d'accident fatal dans les installations les plus vétustes (Le Bugey, Tricastin). Enfin, les intraitables déchets radioactifs hypothèquent le futur de milliers de générations (les scandales de La Hague et de Bure). Pour couronner le tout, des falsifications avérées et des rumeurs de corruption entachent l'image du constructeur historique Areva (rebaptisé récemment Orano et dont l'État français est actionnaire à 98 %). Tous les voyants sont donc au rouge. Notre ancien fleuron national des années soixante-dix/quatre-vingt, dont le savoir-faire s'exportait fièrement, s'apparente dorénavant à un lugubre corbillard.

En particulier, la centrale de Fessenheim, qui a toujours rimé avec Frankenstein, s'assimile à un Fukushima en

puissance<sup>3</sup>. N'est-ce pas d'une ironie tragique que cette technologie mortifère nous esclavagisât au berceau même de l'abolitionniste Victor Schœlcher?... Chez Andersen, maison d'édition implantée à Paris et à Strasbourg, nous ne pouvions qu'être sensibles à cette thématique régionale qui dépasse de loin le cadre de la région : quel que soit son destin, en activité ou en arrêt, entière ou démantelée, en feu ou au rebut, Fessenheim restera *ad vitam aeternam* un totem. La doyenne des centrales françaises. Le symbole d'un progrès controversé. Le sacro-saint domino primordial dont le titulaire, l'exploitant EDF, craignait qu'en tombant il ne fasse s'effondrer tout le jeu. L'alinéa d'un dogme qui sacrifia quasiment tout – jusqu'à la santé des gens! – sur l'autel d'une rentabilité de façade et de l'irrationnel véritable. Quoi de plus salubre qu'une thématique de salubrité publique pour inaugurer cette nouvelle collection *Réflexions*? Laquelle accueillera des essais, allant du pamphlet au traité universitaire, dans tous les compartiments du savoir. Du moins si le *golgoth* alsacien<sup>4</sup> n'implose pas avant et nous en laisse le temps...

Ici la caution scientifique est apportée par Jean-Marie Brom, l'un des meilleurs spécialistes du sujet qui nous occupe. Physicien des particules, directeur de recherches au CNRS, Brom se consacre à l'étude du site haut-rhinois depuis son raccordement au réseau en 1977. Le souci d'objectivité du physicien s'accompagna progressivement d'un certain degré d'engagement face aux conclusions inquiétantes qu'il tirait de ses observations et analyses. *L'alter ego* de Brom dans le domaine de la recherche pourrait être André Hatz dans celui de la militance. Le président et porte-parole de l'association Stop Fessenheim, lui aussi sur le qui-vive depuis

quatre décennies, sert le combat antinucléaire par son talent de vulgarisateur qui fait mouche dans les médias.

À ces deux figures historiques et référentes du *cas Fessenheim* se joignent deux passionnés. D'abord l'auteur lyrique et engagé Jean-Paul Klée qui, effaré par ce Loch Ness atomique, voulut mener une enquête de terrain (quasi-loupe à la main) et rendre un travail d'investigation stylisé, un peu à la manière d'un Truman Capote. Ensuite une jeune écologiste primesautière, salariée dans le secteur associatif du développement durable, Floriane Dupré, qui est sur tous les fronts depuis son arrivée dans la capitale alsacienne en 2014 et qui ne ménage pas sa peine pour faire avancer la noble cause. Elle est aussi la cheville ouvrière de ce livre.

Initialement mon rôle devait se borner à celui d'un *editor* à l'anglaise, une sorte de rédacteur en chef : sélectionner, broser (éventuellement *rewriter*) et structurer les textes bruts que m'offraient ces quatre contributeurs afin d'aboutir à un tout cohérent et charpenté, un ouvrage qui expose une thèse et procède à sa démonstration. Mais ce faisant je n'ai pu refouler le chercheur et l'écrivain qui vibrent en moi. Le sens du devoir civique et l'envie de faire œuvre utile achevèrent de me faire prendre la plume (quoiqu'en bout de chaîne) pour élargir, compléter, affûter le propos. Bétonner la démonstration. J'insiste sur le fait que normalement l'éditeur n'a pas vocation à prendre parti : il ne fait que donner voix au chapitre à des auteurs. C'est donc en mon nom seul, en tant que citoyen et universitaire, que je m'exprime ici.

Précisons aussi, afin de jouer cartes sur table, que deux des contributeurs de ce volume, Jean-Marie Brom et Floriane Dupré, se sont présentés aux législatives de 2017 dans des

circonscriptions du Bas-Rhin sous la bannière de La France Insoumise (LFI) présidée par Jean-Luc Mélenchon ; Brom sera également candidat aux européennes de 2019 sur la liste du même mouvement politique. La question qui se pose surtout est la suivante : faut-il être de gauche (disons très à gauche) pour être antinucléaire ?

Pas nécessairement. C'est même l'inverse : un libéral convaincu faisant de la loi du marché l'alpha & l'oméga devrait être un détracteur féroce de cette filière industrielle compte tenu de son état de faillite chronique, structurelle. *Il n'y a plus de marché viable pour le nucléaire civil.* Notre EPR est un gigantesque fiasco commercial doublé d'un énorme gâchis : son électricité nous coûtera au bas mot trois fois plus cher que celle d'une centrale classique et la facture de son chantier a flambé de manière si hallucinante que plus aucun autre pays n'en voudrait acheter une copie – la Finlande se mord d'ailleurs les doigts de l'avoir fait. Heureusement pour eux, les Scandinaves ont misé sur les énergies naturelles (dites *renouvelables*) car celles-ci ne sont pas seulement inoffensives, elles rivalisent largement avec l'atome sur le plan de la compétitivité quand elles ne le battent pas à plate couture. C'est l'une des raisons essentielles pour lesquelles le monde entier ou presque abandonne la technologie fissile, à l'exemple des États-Unis, de Taïwan et de la quasi-totalité de l'Europe. En s'engouffrant dans les ENR, le Portugal, la Suède, l'Allemagne redynamisent leur économie. Il n'y a que chez nous où l'éolien, c'est du vent<sup>5</sup> ! La France est l'un des très rares pays modernes à ne pas avoir tourné la page du nucléaire par pure idéologie ou principe dogmatique, et mauvaise élève elle rame désormais aux dernières places de la classe...

C'est d'autant plus inquiétant que notre futur proche et lointain se déterminera par la maîtrise de l'énergie. Le digital, la civilisation robotique omnisciente qui se dessine déjà, la perspective de la *singularité* (ce moment de bascule où l'intelligence créative des machines égalera puis supplantera celle des hommes) exigeront des quantités phénoménales d'électricité; pour ma part je pense que cela fera disjoncter l'Humanité (au sens propre comme au sens figuré) mais c'est une autre histoire... Le numérique impacte déjà lourdement le climat. Les emails à eux seuls seraient responsables de 1,5 % de l'émanation globale de gaz à effet de serre<sup>6</sup>. Les courriels sur une année d'une entreprise de cent personnes, c'est en moyenne l'équivalent carbone de quatorze allers-retours Paris-New York! L'Occident est très énergivore, disons même électro-boulimique. Et cela ne s'arrangera pas. Par exemple, une seule transaction avec le *bitcoin* engloutit autant d'électricité qu'un ménage américain pendant une semaine ; comment s'en sortirait-on si l'on généralisait l'usage de ces monnaies virtuelles ou crypto-devises<sup>7</sup>? On nous annonce aussi la solution de la voiture électrique; mais où trouve-t-on toute cette énergie sans mettre davantage en péril l'espèce humaine à travers les pollutions générées par sa production? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : sauver l'espèce humaine (si toutefois elle le mérite).

Le slogan des écolos, le fameux *Sauvez la planète!*, me semble terriblement contre-productif : d'ici un ou deux millénaires, rassurez-vous, la Terre sera toujours là et se portera comme un charme – même si les charmes et les ormes auront eux disparu, et les ours polaires, et les abeilles, et les hommes. Car les espèces, bien avant les corps célestes, sont (avec les civilisations) mortelles. Si la biodiversité s'amenuise

encore, si les écosystèmes se détériorent encore, si le climat se dérègle encore, si l'air s'oxyde encore, si les océans s'acidifient et se plastifient encore, si la nourriture se pesticide encore, si le Jour du Dépassement se rapproche encore... *et cetera*, il y aura un seuil de dommage à partir duquel l'Humanité ne survivra pas (sauf à essaimer ailleurs dans la galaxie, ce qui pour l'instant relève du fantasme). Or le bulldozer du libéralisme (de l'*hyper-libéralisme*) écrabouille toute velléité de régulation supranationale, toute tentative de consensus global, quand bien même le coût économique des cataclysmes dus au *climate change* a-t-il bondi en vingt ans<sup>8</sup> ; dans ces conditions on n'entrevoit guère d'issue. Et je ne compte pas les menaces de guerres fratricides liées aux quelque 250 millions de réfugiés climatiques prédits par l'ONU à l'horizon 2050 et que nos dirigeants feignent superbement d'ignorer... Pour certains scientifiques – et non des moindres tels que Stephen Hawking ou Frank Fenner – il est déjà trop tard, il n'y aura pas de demi-tour possible : sous la pression conjuguée de la démographie mondiale qui explose et du *way of life* occidental qui s'internationalise, tout va en empirant et l'extinction nous pend au nez d'ici la fin du siècle... Voilà au moins qui résorberait une fois pour toutes le gouffre financier abyssal d'EDF et d'Areva/Orano.

Trêve d'ironie swiftienne, car l'heure est grave. Pourquoi l'homme lambda se réformerait-il ? Pourquoi s'assagirait-il ? Par quel miracle son instinct de prédation et d'accaparement (d'accumulation) cèderait-il aux grâces de la vertu, de la sobriété responsable, de la frugalité heureuse ? Pourquoi voulez-vous qu'il adhère au principe de précaution plutôt qu'à celui de Gabor, c'est-à-dire le vertige, l'ivresse du progrès technologique ? Voyez comment en à peine une décennie

des milliards d'individus se sont laissés griser, hypnotiser, *panurgiser* par les écrans... au profit de quatre ou cinq multinationales américaines qui ont mis le monde entier (politiques compris) à leurs pieds. Et ce faisant ces milliards d'individus consolident un cercle vicieux en fournissant, par leur consommation frénétique & idolâtre de ces outils, le financement nécessaire à l'innovation pour que celle-ci accroisse toujours plus leur propre dépendance si lucrative ; ainsi le serpent se mord-il la queue. Jamais La Boétie n'aurait imaginé l'ampleur de cette servitude volontaire, car jamais il ne soupçonna l'attraction irrésistible ni le pouvoir addictif qu'exercerait la technologie. Voilà pourquoi celle-ci mène le monde sans le piloter, avec pour seuls moteur et direction le flux financier dont (à notre insu) nous l'alimentons.

Serions-nous ainsi perdus collectivement car incapables de résister individuellement à ces sirènes cybernétiques ? Heureusement la technologie n'a pas que du mauvais, elle a même assez souvent du bon – *confer* les prouesses des algorithmes actuels dans le diagnostic médical ou la justice pénale. Et l'intelligence artificielle rattrape déjà certaines failles ou bourdes de nos cerveaux naturels... Mais quelle métaphysique diabolique a conduit ceux-ci (s'interroge le philosophe) à vouloir couper les cheveux en mille et fendre l'infiniment petit pour simplement s'éclairer, se chauffer – sans aucune maîtrise ni anticipation des conséquences ? Quelle jouissance éprouve-t-on à jouer ainsi au démiurge et à l'apprenti sorcier, à flirter avec le pouvoir de vie & de mort ? Un simple service de fourniture d'électricité méritait-il que l'on mît en danger ses utilisateurs sans même leur avoir demandé leur avis ? À l'heure où de nombreux pays carburent déjà aux énergies naturelles, où le solaire rayonne

quasi partout et où l'éolien a le vent en poupe, qu'est-ce qui justifie encore chez nous cet immobilisme délétère, « cette folie inutile économiquement, techniquement, dans laquelle on s'entête » (*dixit* Nicolas Hulot) ?

Mettons d'emblée les pieds dans le plat : notre nucléaire civil doit sa persistance non pas à ses prétendus avantages intrinsèques mais à un système de l'entre-soi où le constructeur (Areva), l'exploitant (EDF), le contrôleur gendarme (l'ASN), l'expert-conseil (l'IRSN) et le pompier financier (la puissance publique) forment une seule et même entité léviathanesque : l'État ! Cette industrie est l'émanation-type d'un capitalisme régalien qui détermine le quotidien et le destin de millions de personnes en s'inféodant à une « caste » de hauts-fonctionnaires et de cadres dirigeants issus des mêmes grandes écoles (« l'X-Mines ») et chez qui la déontologie du service public semble avoir fait long feu. Cette caste est avant tout dépositaire de la culture de l'atome. Ses membres, circulant en vase clos entre les instances citées *supra*<sup>9</sup>, s'ingénient main dans la main à la préserver à tout prix. Et ils le font au détriment des lois les plus élémentaires du marché, du principe de précaution et d'une ambition écologique universelle. Car de la perpétuation de cette culture hégémonique, de cette chasse gardée, dépend la raison d'être de cette caste elle-même.

Quant à nos responsables politiques – et je les respecte – ils ne connaissent pour la plupart d'entre eux pas grand-chose au sujet fissile et n'ont pas le temps ni forcément l'envie de l'approfondir (problème de notre système médiatico-électorale qui flatte le superficiel, pousse à la communication à tous crins au détriment de l'étude, et récompense la séduction au lieu de la compétence). Nos

élus font donc confiance à la science infuse et formatée de cette « élite » parigot-parisienne – ayons ici une pensée émue pour nos énarques – dont eux-mêmes peuvent d’ailleurs être issus. Ils en avalisent les desiderata et en mettent en œuvre les recommandations en *croyant* exercer le pouvoir. Ils en relayent en VRP de luxe les arguments bien huilés. Cela n’empêche évidemment pas qu’ils puissent le faire par conviction personnelle. Mais si jamais cette conviction venait à diverger de l’ordre nucléaire, elle saurait être rappelée à celui-ci. L’histoire politique récente en distille quelques exemples...

Le cas dont nous traitons ici prouvera donc une nouvelle fois – si besoin était – que la France n’est hélas pas une véritable démocratie mais une sorte d’oligarchie où technocrates (nucléocrates), corporations et lobbys, groupes d’intérêts particuliers et autres réseaux souterrains règnent en petits maîtres. Nos institutions (celles de la V<sup>e</sup> République) ne nous prémunissent guère contre cette dérive. Je pense même qu’elles la favorisent. Notons au passage que le Premier ministre Édouard Philippe fut directeur des affaires publiques d’Areva entre 2007 et 2010.

Tout cela ne pose-t-il pas *in fine* un grave problème de gouvernance et d’éthique politique en ouvrant la porte aux trafics d’influence et aux conflits d’intérêts? Tout cela n’attente-t-il pas au contrat social si cher à Rousseau, à notre précieux pacte républicain? Face aux dogmes imposés d’en haut et qui régissent nos vies (en l’espèce moins pour le meilleur que pour le pire), que pouvons-nous faire? Comment mettre fin à ce hold-up démocratique? Comment se réapproprier le pouvoir de décision sur un sujet aussi *central*? (Pardon pour le jeu de mots.) Les signataires de

cet opuscule prônent le militantisme. Mais tout le monde n'a pas l'âme d'un *tracteur* comme Jean-Paul Klée ni d'un pédagogue au long cours comme André Hatz... Chacun à son niveau dispose toutefois d'une marge de manœuvre, d'un petit rayon d'action.

J'ai sous les yeux un dépliant d'EDF accompagnant une facture de l'année 2016 de mon ancien logement de Toulon ; ce dépliant s'intitule « Ma conso & moi » et indique l'origine de l'électricité fournie par l'entreprise : 89,7 % nucléaire ; 6,9 % renouvelables (dont 6,3 % hydraulique) ; 1,5 % charbon ; 0,8 % gaz ; 1,1 % fioul. Si après lecture de ce livre vous ne désirez plus consommer 90 % d'électricité atomique, si vous virez de nucléophile à nucléophobe ou nucléo-sceptique, si vous ne souhaitez plus subventionner à votre corps défendant cette filière pernicieuse et cette folle fuite en avant – vous continuerez néanmoins de le faire par le biais de vos impôts tant que l'État et EDF n'auront pas infléchi leur cap – il vous suffira de changer de prestataire et d'opter pour un fournisseur d'électricité plus écolo, ce qui est simple comme bonjour (simple comme un coup de fil) depuis l'ouverture à la concurrence en 2007 du marché de l'énergie<sup>10</sup>. Le leader EDF étant l'un des opérateurs les plus chers, votre porte-monnaie y gagnera à coup sûr. Et vous ne verdirez pas seulement votre conscience : vous allumerez une lumière saine dans la morne nuit qui vient.

Olivier LARIZZA

*Strasbourg, novembre 2018*

NOTES

1. Le dernier épisode en date (4 octobre 2018) de l'interminable feuilleton, avec en *guest star* Sébastien Lecornu, le lumineux secrétaire d'État à la Transition écologique, nous livrait un suspense insoutenable avec l'annonce de la fermeture totale à l'horizon 2022. Nouvelle échéance qui – comme par hasard – coïncide avec les prochaines présidentielles : cela permettrait-il à une nouvelle majorité élue d'y surseoir (comme en 2017) ou de faire machine arrière? Nous n'osons y croire, mais cela laisserait entrevoir de nouveaux rebondissements... sauf si entre-temps l'accident majeur interrompait définitivement le programme-série aux accents shakespeariens : *To close or not to close, that is the question...*
2. Proportionnellement à sa population (66 millions d'habitants aujourd'hui). La France compte dix-neuf centrales et cinquante-huit réacteurs en activité, très loin devant la Chine et la Russie par exemple (trente-cinq réacteurs chacune pour respectivement 1,4 milliard et 145 millions d'habitants). D'ailleurs, contrairement à une idée reçue, le nucléaire en Chine est marginal (seulement 4% de la production nationale d'électricité) même si l'empire du Milieu investit dans l'atome.
3. Le président de la République Nicolas Sarkozy se rendant sur place en mai 2011 déclara fier-à-bras devant les caméras qu'à Fessenheim il n'y avait aucun risque de tsunami comme à Fukushima « car il n'y a pas la mer en Alsace, que je sache! » Mais il y a le Grand Canal qui, dans certaines circonstances, comme on le détaillera ci-après, pourrait submerger la centrale par une vague de dix mètres, ce qui provoquerait la catastrophe nucléaire.
4. Allusion au manga japonais *Goldorak* : le robot des temps nouveaux & ses mégavolts crevèrent l'écran de la télévision française l'année même de la mise en service de Fessenheim

(1978) dont on espère qu'elle ne se métamorphosera pas en sinistre Golgotha.

5. Il représente 4,5 % de la production nationale d'électricité. C'est 16 % au total pour l'ensemble des renouvelables, grâce à des acteurs alternatifs qui grignotent des parts de marché à EDF.
6. Selon une étude de l'ADEME réalisée en 2014 : les Terriens cliquant sur *envoyer* 225 milliards de fois par jour, cela entraîne l'émission de 130 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>.
7. Cf. l'article d'Audrey Garric, « La monnaie virtuelle bitcoin, gouffre énergétique et péril climatique », *Le Monde* du 9 novembre 2018, qui s'appuie sur deux études scientifiques publiées respectivement en octobre et novembre 2018 dans *Nature Climate Change* et *Nature Sustainability*. Cette gourmandise en électricité s'explique par la formidable puissance de calcul informatique que requiert la crypto-monnaie.
8. + 250 % entre 1998 et 2017 d'après un rapport du Bureau des Nations unies (UNISDR) paru en octobre 2018. On avance le chiffre de pratiquement 3 000 milliards de dollars de préjudice (trois mille milliards) dont 945 rien que pour les USA. La France faisant partie du triste top ten mondial des pays les plus impactés financièrement. Elle est même championne d'Europe de la vulnérabilité aux catastrophes climatiques et cela lui coûte en moyenne deux milliards d'euros par an. Quant au bilan humain, il est terrible : 1,3 million de personnes ont perdu la vie à l'échelle mondiale et 4,4 milliards ont souffert de ces cataclysmes d'une manière ou d'une autre (blessures, déplacements forcés, maisons détruites...). Tout cela est bien la résultante d'un capitalisme sans foi ni loi : selon une étude (2017) de l'ONG *Carbon Disclosure Project*, 71 % des émissions de GES sont le fait de cent sociétés internationales. Responsables aux trois-quarts du réchauffement climatique et ses bouleversements (*l'anthropocène*), à hauteur de combien ces grands groupes en indemnisent-ils les victimes?...

9. Comme l'illustre par exemple le parcours de Pierre-Franck Chevet, polytechnicien et ingénieur du corps des Mines : il pilota la Direction générale de l'énergie et du climat au ministère de l'Écologie, il remplit également la fonction de commissaire du gouvernement au conseil de surveillance d'Areva (jusqu'en 2011), il présida ensuite l'ASN (2012-2018) et enfin rejoignit le secteur privé pour diriger la sécurité du groupe Engie Électrabel, propriétaire des centrales nucléaires en Belgique. Engie étant étroitement associé à EDF, laquelle est surveillée par l'ASN, cela boucle la boucle.
10. Mint Énergie, Total Spring, Greenyellow Énergie (avec Casino), Énergie Leclerc, Idéa Vert d'Alternà, OHM Classique, Plüm Énergie, Énergie d'ici, GEG, Élecocité Économe, Planète Oui, Électricité Verte Happ-e, Électricité de Provence, Électricité d'Avignon, Électricité de Beaucaire, Électricité de Bollène, Électricité de Tarascon, AlpÉnergie et j'en passe encore, proposent *a priori* une offre d'électricité 100% renouvelable et permettent TOUS (d'après le site de comparateur de prix Selectra) de faire jusqu'à 12% d'économies par rapport aux tarifs réglementés d'EDF (comparaison établie en octobre 2018). Mais comment être certain que l'énergie fournie par ces nouveaux opérateurs est effectivement verte puisque c'est dans tous les cas Enedis, filiale d'EDF, qui la distribue? En choisissant une coopérative de producteurs telle que Enercoop. Le 28 septembre 2018, Greenpeace a dévoilé son classement des électriciens écolos. L'ONG de défense de l'environnement a mis un zéro pointé aux géants EDF et Total tout en accordant ses meilleures notes à trois petits prestataires méconnus du grand public : Énergie d'ici, Enercoop et Ilek.

## *Les auteurs*

Jean-Marie BROM, né en 1953 à Mulhouse, est directeur de recherches en physique des particules au CNRS. Il enseigne aussi à l'Université de Haute-Alsace. Dans les années 1970, il devient critique sur le développement de l'énergie nucléaire pour des raisons à la fois scientifiques et techniques, ce qui le conduit à s'engager politiquement (Les Verts, EÉLV, aujourd'hui LFI). Il est membre de plusieurs associations antinucléaires nationales (GSIEN, RSN) et locales (Stop Transports-Halte au nucléaire) ainsi que de Global Chance. Il a coordonné l'élaboration du programme sur l'énergie de La France Insoumise.

Floriane DUPRÉ, née en 1990 à Vichy, est diplômée d'un master de Sciences-Po Grenoble. Elle a effectué des missions humanitaires dans le cadre de la coopération internationale (notamment à Madagascar par le biais de l'IRCOD Alsace) avant de s'installer en 2014 à Strasbourg pour y travailler dans le secteur associatif de l'environnement et du développement durable. Elle est membre de Stop Fessenheim depuis 2015. En 2017 elle a été candidate aux législatives dans la troisième circonscription du Bas-Rhin sous l'étiquette de La France Insoumise.

André HATZ, né en 1948 à Mâcon et résidant à Gertwiller (Bas-Rhin), a démarré sa carrière dans l'industrie horlogère avant de devenir cadre dans le BTP puis inspecteur de l'apprentissage à la CCI de Strasbourg, mission qui lui valut d'être décoré des palmes académiques. Également élu local, il s'engage dans la résistance citoyenne au nucléaire dès la construction de la centrale de Fessenheim : il fait partie des militants qui occupèrent pendant sept mois le terrain de Gerstheim pour dissuader EDF de construire d'autres réacteurs le long du Rhin. Son combat contre l'atome et son lobby s'intensifie après la catastrophe de Tchernobyl. En 2010 il intègre l'association Stop Fessenheim, dont il est aujourd'hui le président.

Jean-Paul KLÉE, né en 1943 à Strasbourg, est un auteur engagé. Sa poésie est l'une des plus fortes de notre époque. Il a été professeur de lettres (1969-1991) avant de se consacrer entièrement à l'écriture et à la militance : pour l'écologie, contre les dangers des collèges Pailleron (ce qui lui valut d'être radié de l'Éducation nationale), contre la pauvreté et plus récemment contre le président américain Donald Trump – bref, l'oppression de l'homme par l'homme. Dès 1977 il écrit et fit jouer une pièce de théâtre intitulée Le Sacrifice de Jean Lumière contre Fessenheim-Hiroshima.

Olivier LARIZZA est né en 1975 à Thionville, où il a grandi, à dix kilomètres de Cattenom. Les quatre tours de la centrale nucléaire mosellane et ses panaches de vapeur blanche qui s'élevaient dans le ciel font partie des paysages marquants de son enfance... Il exerce depuis 2016 comme angliciste et enseignant-chercheur en sciences humaines à l'Université de Toulon (laboratoire Babel) ainsi qu'à l'Institut universitaire de

*technologie. Avant cela il a été maître de conférences à l'Université des Antilles (2003-2015) et enseignant à la faculté de Strasbourg (1998-2003) dont il est docteur. Il est aussi écrivain (traduit dans dix pays) et directeur de collections chez Andersen éditions (Paris & Strasbourg).*

## Table

OLIVIER LARIZZA	
<i>Que la lumière soit!</i>	9
Introduction générale	11
JEAN-MARIE BROM	
<i>Fessenheim entre mythe et symbole</i>	27
I. Quarante ans d'opposition citoyenne et experte	29
II. La constitution du dogme nucléaire français	32
III. L'imbroglio politique	36
IV. Le nucléaire est une affaire d'État	45
V. Lettre ouverte à treize élus	66
JEAN-PAUL KLÉE	
<i>Chroniques d'une catastrophe annoncée</i>	77
Avant-propos	79
I. Un nombre record d'incidents	80
II. Alerte rouge	84
III. Les polichinelles du show politique	89
IV. Dernières révélations	98
Conclusion	103
ANDRÉ HATZ	
<i>Une centrale grabataire terriblement dangereuse</i>	107
I. L'accident peut survenir dans cinq minutes	109
II. La technologie la plus mortifère qui soit	112

FLORIANE DUPRÉ & OLIVIER LARIZZA	
<i>De l'emprise nucléaire à l'espérance verte</i>	129
I. L'histoire sans fin	131
II. L'amour du risque	138
III. La couleur de l'argent	148
IV. La ligne verte	163
Conclusion	184
FLORIANE DUPRÉ & OLIVIER LARIZZA	
<i>Appel au sursaut avant le blackout</i>	189
Conclusion générale	191
<i>Les auteurs</i>	201